

Délibération n° 2013-36 du Comité syndical du SCOT du Vendredi 19 Avril 2013

~~~~~  
**SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) – ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE DIAGNOSTIC  
PAYSAGER (PHASE 1)**

L'an deux mil treize le dix neuf avril à quatorze heures trente, le Comité Syndical du SYDEL du Pays Cœur d'Hérault, convoqué sur la base de l'article L2121-17 Alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Maison de l'Economie – ZAE la Garrigue – n°5 rue de la Lucques – 34725 SAINT ANDRE DE SANGONIS à l'invitation du Président en date du 04 avril 2013.

|                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Etaient présents ou représentés :                              | <b>Christian BILHAC (représenté par Laurent DUPONT), Claude CARCELLER, Alain CAZORLA, Bernard DOUYSET, Bernard FABREGUETTES, Jacky GALABRUN, Jean-Marcel JOVER, Eric PALOC, Michel SAINTPIERRE, Philippe SALASC, Henri SOBELLA, Bernard SOTO, Gérald VALENTINI, Louis VILLARET.</b> |
| Absents ou excusés :                                           | <b>Olivier BRUN, Jean-Claude LACROIX.</b>                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Invités : 16 ; Quorum : 8; Présents ou représentés : 14</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**Vu** l'objectif d'inscrire pleinement la problématique paysagère dès le diagnostic du SCOT, afin de répondre en premier lieu, au cadre réglementaire en vigueur (articles L110, L121-1, L122-1-3, L122-1-4, et L122-1-9 du Code de l'Urbanisme) et en second lieu d'aller plus loin, en s'appuyant sur des outils d'observation et d'analyse innovants et sur une concertation étoffée,

**Le Comité Syndical**  
**Après en avoir délibéré,**  
**Décide,**  
**A l'unanimité des suffrages exprimés,**

✓ **D'approuver** l'objectif de l'étude et la méthode proposée tels que :

Les objectifs de l'étude paysage sont les suivants:

- articuler entre eux les éléments de la diversité paysagère pour fonder un projet paysager commun. Il s'agit aussi de puiser dans l'ensemble des études et démarches existantes pour fonder un projet commun à l'échelle du SCOT ;
- travailler une trame paysagère « du quotidien » qui conserve encore souvent une grande qualité ;
- fédérer et mettre en cohérence les nombreuses actions ou démarches déjà lancées où s'inscrivent les paysages ;
- enrichir le SCOT d'un volet Paysager complet, cohérent et partagé.

La démarche permettra de donner une portée juridique à l'étude paysage : ses axes, actions et orientations, seront repris par le SCOT. Le Document d'Orientations et D'Objectifs (DOO) étant opposable aux tiers, l'ensemble des prescriptions paysagères sera repris et retranscrit dans les PLU (Plan Locaux d'Urbanisme) et Cartes Communales, schémas sectoriels, opérations foncières de plus de 5 000m<sup>2</sup> de Surface plancher.

Dès lors, le paysage participera pleinement à la construction du projet de territoire, comme un thème fondamental définissant la structuration du territoire. Trois volets vont composer l'étude paysage :

- **Phase 1 - Le diagnostic paysager** est une analyse du paysage et des dynamiques paysagères, au-delà des Grands Sites, notamment sur le Paysage du quotidien. Ces éléments seront repris dans le diagnostic territorial du SCOT et inclus dans le rapport de présentation. L'objectif est d'identifier des enjeux paysagers partagés.

- Phase 2 - La formulation d'objectifs de préservation et de valorisation du paysage (PADD)

- Phase 3 - La définition d'orientations et d'outils de protections et de valorisation (DOO)

Les aspirations et les objectifs partagés, ainsi que leur hiérarchisation, seront les bases du projet de paysage pour le territoire, élément transversal et fondamental du SCOT.

✓ D'approuver le plan de financement proposé ci-dessous :

### Plan de financement prévisionnel

| DEPENSES                                 |                 |              |
|------------------------------------------|-----------------|--------------|
|                                          | Montant         | %            |
| Communications, publicités, publications | 1 500 €         | 4 %          |
| Voyages, déplacements                    | 1 000 €         | 3 %          |
| Missions réception                       |                 |              |
| Prestataires                             | 25 000 €        | 71 %         |
| Charges de personnel, salaires (CDD)     | 7 500 €         | 21 %         |
| Autres frais (à préciser)                |                 |              |
|                                          |                 |              |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>35 000 €</b> | <b>100 %</b> |

| RECETTES                                                  |                 |              |
|-----------------------------------------------------------|-----------------|--------------|
|                                                           | Montant         | %            |
| <b>Autofinancement</b> ( <i>Communautés de communes</i> ) | 18 000 €        | 52 %         |
| <b>Subventions totales</b>                                |                 |              |
| <i>Conseil général de l'Hérault</i>                       | 17 000 €        | 48 %         |
| <i>Conseil régional Languedoc-Roussillon</i>              |                 |              |
| <i>Etat français</i>                                      |                 |              |
| <i>Union européenne</i>                                   |                 |              |
| <i>Autre(s) aide(s) publique(s) (préciser l'origine)</i>  |                 |              |
| <b>Participations privées</b>                             |                 |              |
| <b>TOTAL</b>                                              | <b>35 000 €</b> | <b>100 %</b> |

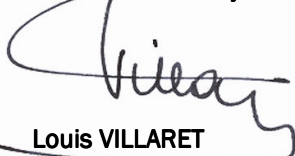
✓ D'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à ce projet.

Clermont l'Hérault, le 25 Avril 2013

Publiée le 25 Avril 2013

Transmise le 25 Avril 2013

Le Président du Syndicat



Louis VILLARET